

Libération

EDUCATION ÉCHEC ET MATHS

ENQUÊTE Zoi, la start-up attrape-magot du macroniste Ismaël Emelien

PAGES 10-12



STEPHANE ALLAMAN / SIPA

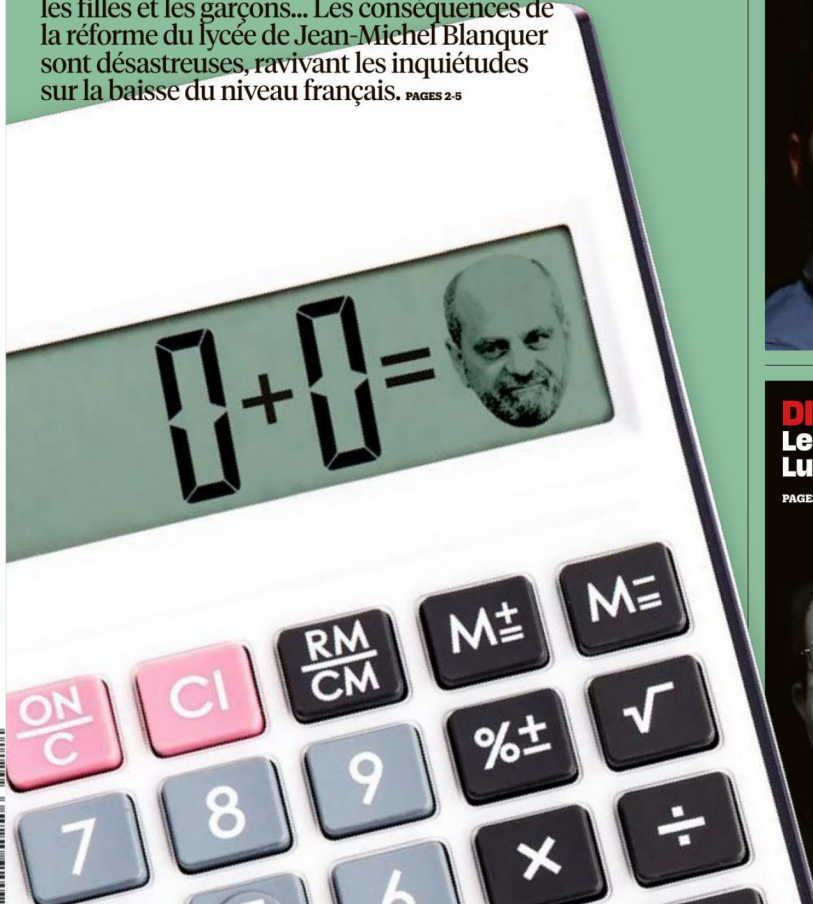
DISPARITION Le mystère Luc Montagnier

PAGES 14-15



STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Désaffection pour la matière, inégalités entre les filles et les garçons... Les conséquences de la réforme du lycée de Jean-Michel Blanquer sont désastreuses, ravivant les inquiétudes sur la baisse du niveau français. PAGES 2-5

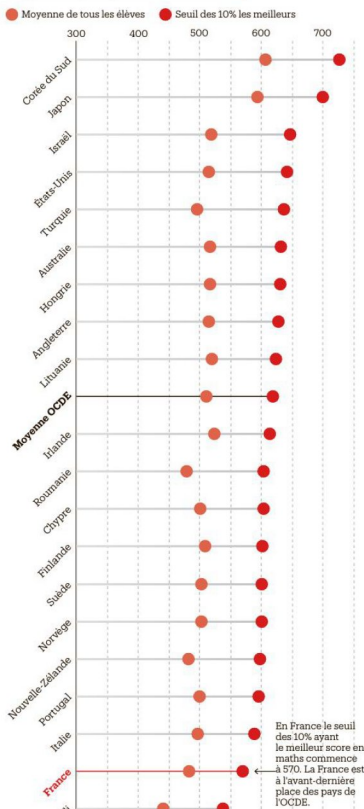


PHOTOMONTAGE-LIBERATION-D'APRES GETTY IMAGES



La France en bas du classement en maths

Performances en mathématiques des élèves en classe de quatrième (et équivalent à l'international)

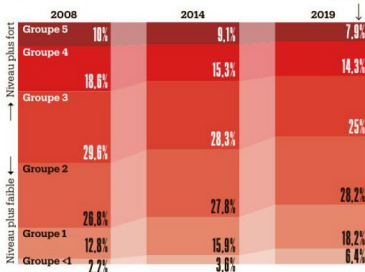


Source : Deps, ministère de l'Éducation nationale

La part d'élèves ayant un bon niveau diminue d'année en année

Répartition par groupe de niveau selon le dispositif Cédre qui établit le bilan des acquis en fin de collège en mathématiques.

En 2019, seuls 7,9% des élèves de troisième ont un très bon niveau en mathématiques, contre 10% en 2008.



Source : Deps, ministère de l'Éducation nationale

MATHÉMATIQUES

De mal en pi

Depuis 2019, la réforme du bac a fragilisé la place des mathématiques au lycée. Devenue facultative en première, la discipline est désertée. Face aux craintes d'une baisse du niveau, d'un creusement des inégalités et d'une pénurie de scientifiques, le ministre fait marche arrière.

DÉCRYPTAGE

Par **LUCIE BEAUGÉ, MARLENE THOMAS et VIOLETTE VAULOUP**
Infographies **ALICE CLAIR**
et **SAVINEN DE RIVET**

Mauvais calculs pour Jean-Michel Blanquer. Face aux multiples alertes des enseignants et sociétés savantes sur la chute très nette des enseignements en maths au lycée, le ministre de l'Éducation nationale a concédé dimanche au micro de CNews qu'il faudrait réformer sa réforme. Un rétro-pédalage inattendu pour celui qui avait placé cette matière comme enjeu prioritaire en commandant un rapport au député de l'Essonne Cédric Villani. Cette crainte autour des maths a largement dépassé les seuls bancs de l'Éducation nationale, trouvant écho jusque dans ceux du Medef, inquiet de voir s'envoler avec ce nouveau système un futur vivier d'ingénieurs.

À l'argument utilitariste s'ajoute la récupération politique. La candidate LR, Valérie Pécresse, a pour sa part dénoncé sur BFMTV « un effet pervers » de la réforme qui « a enlevé beaucoup de mathématicques », tout en jugeant, dans une formule

controversée : « On a fermé les filières S, qui étaient les filières des bons élèves. »

Dans ce nouveau lycée à la carte, grand œuvre de Blanquer, les filières ont en effet été remplacées dès 2019 par des spécialités (trois en première, à raison de quatre heures par semaine, et deux en terminale, à raison de six heures hebdomadaires). Contrairement aux sections technologiques et professionnelles, les maths sont désormais enseignées en dehors du tronc commun.

Ce qui n'était le cas auparavant que dans la série littéraire. La discipline, non obligatoire à partir de la première, ne peut être suivie que comme spécialité avec, à la clé, un niveau exigeant (qui peut être couplé à l'option « maths expertes ») ou en prenant l'option « maths complémentaires » en terminale. Seul subsiste pour tous les élèves un enseignement scientifique de deux heures, partagé entre trois matières (SVT, physique-chimie et une mineure de maths). Alors que la primauté des maths vacille, Blanquer voudrait faire de cet enseignement scientifique sa variable d'ajustement. L'idée serait de le « faire évoluer » afin qu'il comporte « plus de mathématiques », selon ses propos sur CNews. Un levier jugé insuffisant face aux enjeux.

Quels effets a produit la réforme sur l'enseignement des maths ?

La réforme du lycée a entraîné des conséquences en cascade pour les maths, matière reine de l'ancien système et de la série S. Le nombre d'heures a baissé de près de 20% de 2018 à 2020, l'un des plus fortes diminutions toutes disciplines confondues, liée à son retrait du tronc commun. Si, à la rentrée, 64,1% des élèves de première générale ont choisi la spécialité mathématiques, en terminale 45% n'en font plus du tout, selon le ministère. « Aujourd'hui, ils peuvent panacher les spécialités, et comme les maths c'est assez complexe et qu'ils ne sont plus obligés d'en faire, ils arrêtent », regrette Nathalie Braun, professeure de maths au lycée Rosa-Parks à Thionville. Face à ce désamour, Céline Ibar, qui enseigne au lycée Jules-Supervielle à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques), concède une part de « déception » mais se raccroche : « En spécialité, ils ne sont pas nombreux mais motivés. » La désertion est alarmante chez les filles. En 2019, 47,5% étaient en terminale S, deux ans plus tard seules 39,8% suivent la spécialité maths. En 1994, elles étaient 40%. Un effet prévisible pour Anne Boyé, présidente de l'association **Suite page 4**



Jeanne, élève en terminale au lycée Saint-Joseph de Bruz (Ille-et-Vilaine), n'étudie plus les maths : «J'allais être complètement perdue.»

Au lycée, «il y a comme une fracture»

«Libé» est allé à la rencontre de lycéennes qui ont préféré laisser tomber les maths, se sentant exclues du système.

«**L'**année prochaine, j'arrête les maths.» Eva, 15 ans, est catégorique. La lycéenne, en classe de seconde à Fougères (Ille-et-Vilaine), a décidé d'abandonner les cours de mathématiques à partir de la première, comme le permet la réforme du baccalauréat. Depuis 2019, les séries S, ES et L ont été remplacées par un système de tronc commun – duquel sont absentes les mathématiques – complété par trois spécialités en première, puis seulement deux en terminale. Après la réforme, le nombre d'élèves ne faisant pas de maths en terminale a plus que triplé, passant de 13,1 % en 2019 à 45,3 % en 2021. Et les filles sont plus nombreuses que les garçons à abandonner la discipline.

«C'est vraiment dur, je n'arrive pas à comprendre, j'ai 6 de moyenne en maths, déplore Julie, 15 ans, en seconde près de Rennes (Ille-et-Vilaine). Je ne vais pas me lancer dans quelque chose dont je ne me sens pas capable.» La jeune fille raconte notamment avoir du mal avec «les calculs de nombres irrationnels, comme pi, et les trucs avec cosinus». Noa, elle,

assure que la charge de travail personnel est trop importante pour les élèves ayant déjà des lacunes. «Si on décide de bien faire tous les exercices, ça prend au moins deux heures le soir», se souvient cette lycéenne en terminale à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques), qui n'a plus maths cette année. Beaucoup de jeunes filles délaissent donc la spécialité et ses quatre heures de mathématiques par semaine en première (six en terminale). Faute d'un enseignement de niveau intermédiaire, elles préfèrent abandonner la discipline plutôt que d'y échouer.

«JE TROUVE ÇA DOMMAGE»

«Si j'avais eu le niveau, peut-être que j'aurais pris cette spécialité, parce que les maths, c'est une garantie de sécurité. C'est bien si je veux me réorienter. Mais là, c'était même pas envisageable, j'allais être complètement perdue», raconte Jeanne, 17 ans, en terminale à Bruz,

«Aujourd'hui, je vois des amies super fortes qui ont pris cette spécialité et qui galèrent. Elles ont du mal à suivre.»

Maya élève de première à Lannion

près de Rennes. L'exigence de la spécialité a aussi découragé Maya, en classe de première à Lannion, dans les Côtes-d'Armor. La jeune fille ne regrette pas d'avoir laissé la discipline derrière elle. «La spé maths, je savais très bien que je n'y arriverais pas. Aujourd'hui, je vois des amies super fortes qui ont pris cette spécialité et qui galèrent. Elles ont du mal à suivre», relate la jeune fille.

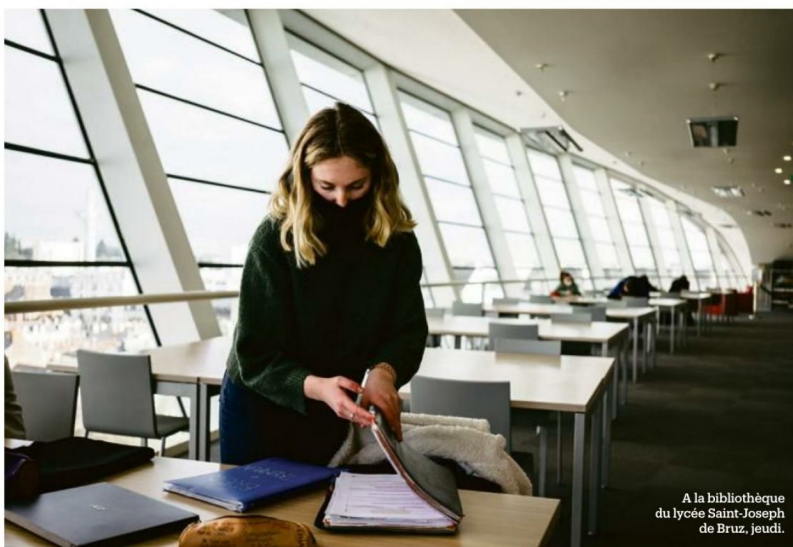
Parfois, ce sont même les professeurs qui découragent à certains élèves de s'engager dans la spécialité. «En seconde, dès décembre, notre prof de maths nous a dit qu'elle avait déjà repéré ceux qui pouvaient aller en spé, que c'est une des spécialités les plus compliquées et qu'il ne fallait pas trop rêver», se remémore Maya. Coline, en première dans un lycée d'Herblay (Val-d'Oise), se souvient, elle aussi, que ses camarades les moins à l'aise étaient loin de se voir encouragés par leurs professeurs. «Les maths, c'est quand même important, je trouve ça dommage que des personnes motivées ne puissent pas la choisir, juste parce qu'elles n'ont pas le niveau», confie la jeune fille, qui s'estime chanceuse de ne pas vouloir poursuivre une carrière scientifique. «Ne plus faire de maths, ça m'inquiète un peu, parce que parfois j'ai certaines idées de métier et maintenant c'est compromis, comme la médecine», soupire Océane, 16 ans, en classe de première à Lannion. Arrêter les maths après la seconde peut en ef-

fet être handicapant pour l'orientation post-bac. Coline, en a parlé avec des conseillers d'orientation : «Pour eux, un profil sur Parcoursup avec des maths en première et en terminale est très avantageux, parce que c'est la spécialité qui montre le plus la détermination de l'élève», explique la jeune fille.

«ON VOIT L'ÉCART DE NIVEAU»

Mais les conséquences de l'abandon de la discipline se font déjà sentir au lycée. Avoir suivi la spécialité avantage certains élèves, creusant les écarts de niveaux dans certaines matières, comme en sciences économiques et sociales, où les élèves sont par exemple amenés à calculer des moyennes. «J'ai vraiment du mal, j'ai besoin de faire et de refaire pour comprendre des calculs de base», explique Jeanne, en terminale à Bruz. La jeune fille confie se sentir en difficulté dans certaines situations de la vie quotidienne, comme pour calculer ses dépenses ou savoir si elle est gagnante sur un produit en soldes. Même constat pour Noa, la terminale d'Oloron-Sainte-Marie. «Il y a comme une fracture, on voit l'écart de niveau entre ceux qui font la spécialité maths et ceux comme moi qui ont arrêté en première, explique la jeune fille. Je sais que j'aurais dû en avoir beaucoup plus.»

VOILETTE VAULOUP
Photos **QUENTIN VERNAULT**



A la bibliothèque du lycée Saint-Joseph de Bruz, jeudi.

Suite de la page 2 femmes et mathématiques : « Avec la réforme, il faut s'orienter de façon plus précoce, à un moment où les élèves sont sensibles à l'environnement social et largement aussi aux stéréotypes. » Clémence Perronet, sociologue de l'éducation, abonde : « On sait que quand on donne plus de choix, on obtient des filières plus ségréguées. »

Le programme est-il trop exigeant ?

Plus que la quasi-inexistence de cette discipline dans le tronc commun,

la présence d'une spécialité unique en maths semble aussi poser problème. Car si un rehaussement de niveau était souhaité par une partie des enseignants, la nouvelle spé, exigeante, apparaît aujourd'hui comme excluyente. « A l'heure actuelle, il n'y a qu'une spé maths, dirigée vers des études scientifiques et d'ingénieurs », expose Sébastien Planchenault, président de l'association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (Apmp). En clair : des maths, pour des mathex. Résultat, les program-

mes des ex-séries ES et L ont disparu des manuels. « Ces choix politiques empêchent une partie de la population d'accéder à certaines études supérieures intéressantes », dénonce le responsable. Depuis son lycée, Céline Ibar tire la sonnette d'alarme : « Les L ont abandonné les mathématiques. Certains profils ES s'accrochent en première, mais beaucoup renoncent en terminale. » Rejoignant l'avis de nombreux profs, Mélanie Guenais, vice-présidente de la Société mathématique de France (SMF), voudrait que soient « proposées au moins deux spécialités de mathématiques » pour répondre aux lacunes de la réforme. En comparaison, « l'anglais est dispensé dans le tronc commun en plus de deux spécialités. Il y a une disproportion avec les maths », souligne la chercheuse. Le retrait du tronc commun avait pour objectif initial de faire baisser la pression autour de cette discipline, en devenant un enseignement de choix. Mais les maths, dans le contexte actuel, « sont une nécessité », alerte Sébastien Planchenault. Clémence Perronet, elle, juge qu'il existe « une confusion sur les bienfaits des maths d'un point de vue strictement économique et leurs bienfaits dans l'absolu pour notre émancipation, notre éducation et notre bien-être ».

Comment la France se positionne-t-elle dans les évaluations internationales ?

Réforme ou pas, l'Hexagone fait figure de mauvais élève en maths. D'après la dernière enquête Timss (Trends in Mathematics and Science Study), réalisée en mai 2019, la France est dernière du classement en Europe, et avant-

dernière des pays de l'OCDE, juste avant le Chili. Aujourd'hui, le niveau moyen en maths des élèves français de quatrième est à peu près égal à celui des cinquièmes de 1995. L'autre prestigieux rapport Pisa constate qu'une baisse de niveau en France depuis une vingtaine d'années est indéniable. A son échelle, Céline Ibar remarque que les lacunes en calcul se sont intensifiées « depuis au moins huit ans ». « En primaire, on fait moins de maths. Je ne suis pas content de développer les arts et le sport, mais aujourd'hui, cela se fait au détriment d'autres matières », avance la professeure de lycée, pour qui les inégalités peuvent se creuser très tôt.

Moins de maths pour compenser une pénurie d'enseignants ?

La réforme a fragilisé la place des maths au lycée. « On nous a enlevé 335-40 heures depuis 2018 », s'indigne le président de l'Apmp, reprenant les chiffres de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp). Officiellement, l'administration n'a jamais admis que cette baisse devrait répondre à une pénurie de profs, « mais c'est ce que ça laisse penser », soupire-t-il. Entre 2010 et 2020, le nombre de postes d'enseignants en mathématiques non pourvus a augmenté de 153 postes pour le Capes et de 73 pour l'agrégation, faute d'un nombre suffisant de candidats. Une situation décrite comme « extrêmement préoccupante » par un rapport sénatorial de 2021 sur l'attractivité du métier. « Quelqu'un qui a un bon niveau bac + 5 en maths sait très bien qu'il peut être recruté ailleurs,

dans le privé, à un salaire supérieur », explique Anne Boyé.

Mais le salaire n'est pas l'unique explication. D'autres pays, comme l'Allemagne ou le Luxembourg, peinent à recruter alors que les profs y sont mieux rémunérés. Pour Mélanie Guenais, de la SMF, la base du problème réside dans la « masterisation de la formation des enseignants, qui a entraîné une chute dramatique du nombre de candidats » depuis 2010. En somme, aujourd'hui, tous les enseignants doivent « avoir un niveau bac + 5, passer un concours pas très facile et le salaire n'est pas très attractif », résume Anne Boyé.

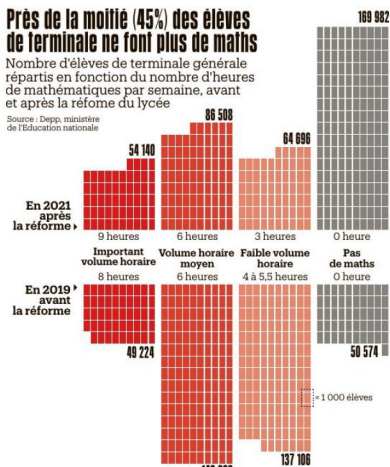
Quelles conséquences pour l'orientation vers le supérieur ?

Les élèves qui choisissent d'arrêter les maths en première se ferment de nombreuses portes. « Dans l'enseignement supérieur, on prédit peut-être une catastrophe à court terme. Il y aura moins d'élèves », s'inquiète Anne Boyé, qui insiste sur la nécessité de susciter l'envie de faire des sciences au risque de « manquer encore plus de scientifiques ». L'enseignement supérieur a beaucoup à perdre dans le creusement des inégalités de genre. « C'est chez les filles qu'il y a ce vivier de scientifiques supplémentaires », appuie la présidente. Lors du rendu d'un rapport analysant les affectations des bacheliers 2021, l'inspecteur général Olivier Sidokpohou se veut rassurant : « Est-ce qu'il y a toujours autant de filles dans les formations les plus mathématisées ? La réponse est oui. Il n'y en a pas plus, il n'y en a pas moins. Mais si la première année ouvre les conclusions définitives. » Surreprésentées dans l'option maths complémentaires (près de 63 % en 2021, selon le ministère) en terminale, dont le niveau reste insuffisant pour certaines filières, les filles sont pénalisées. Les profs du supérieur s'aperçoivent que « des élèves n'arrivent pas à suivre le rythme », relate Mélanie Guenais, en évoquant notamment les prépas biochimie. Même constat du côté des écoles de commerce. « Elles sont un peu anxieuses, car elles se rendent compte que les élèves qui ont fait maths complémentaires ont un niveau insuffisant », souligne Anne Boyé. Pour Sébastien Planchenault, de l'Apmp, certains secteurs comme la médecine risquent aussi d'en pâtir. Bien que les moindres évidentes au premier abord, les répercussions de la désertion des filles sur la formation des futurs enseignants du premier degré, profession largement féminisée (83 % des profs du primaire selon l'Insee en 2017), ne sont pas à occulter. « Parmi celles et ceux qui se destinaient à l'enseignement du premier degré, peu avaient fait des maths », rembobine Anne Boyé. La réforme du lycée n'entend pas arranger cette situation, créant un cercle vicieux : moins les filles font de maths au lycée, moins elles font de sciences à l'université et moins la formation des élèves du premier degré sur ce volet sera donc optimale. Une douleuruse équation. ◀

Près de la moitié (45%) des élèves de terminale ne font plus de maths

Nombre d'élèves de terminale générale répartis en fonction du nombre d'heures de mathématiques par semaine, avant et après la réforme du lycée

Source : Depp, ministère de l'Éducation nationale



«Le choix de délaissier les maths est lié à des stéréotypes de genre»

EDITORIAL

 Par
DOV ALFON
Maux

Médaille Fields en 2010 exclu de LREM en 2020, le député a longtemps soutenu le projet de réforme du lycée de Jean-Michel Blanquer. Il souhaite désormais que le programme en mathématiques soit réexaminé.

Anciennement affilié à La République en marche, et aujourd'hui proche des écologistes, soutien de Yannick Jadot pour la présidentielle, le député de l'Essonne Cédric Villani s'est vu confier en 2018 l'écriture d'un rapport sur l'apprentissage des mathématiques par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. S'il a dans un premier temps soutenu la réforme du lycée proposée par ce dernier, le mathématicien, médaille Fields 2010, en pointe aujourd'hui les limites. Face au décrochage des élèves pour cette discipline, surtout chez les filles, il souhaite que le programme soit réexaminé.

Au détour d'une interview, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a laissé entendre, dimanche 7 février, qu'il faudrait «probablement faire revenir davantage de mathématiques dans le tronc commun de la classe de première et terminale. Trois ans après la réforme du lycée, que pensez-vous de ce rétro-pédalage ?

D'abord, je préfère rester prudent, car les déclarations de Jean-Michel Blanquer sont encore floues. Mais on a l'impression que, selon lui, mettre davantage de mathématiques dans le tronc commun d'enseignement scientifique (maths, biologie, physique-chimie) suffira à régler le problème. Ma conviction, c'est que cela ne marchera pas. Je sais pour qu'on élargisse les heures d'enseignement de ce cours hybride, en passant par exemple de deux à quatre heures de cours, mais il faudra d'autres mesures.

«En choisissant la biologie et la physique-chimie, les filles se ferment des portes et se voient reprocher un manque de connaissances en maths dans le supérieur.»



Cédric Villani en septembre 2019. PHOTO FRED KIHIN

Vous étiez pour cette réforme à ses débuts... Or, est-ce qui a changé depuis ?

Au départ j'y étais favorable, c'est vrai, et j'ai même communiqué en la matière. Le fait d'avoir un tronc interdisciplinaire ainsi qu'une spécialité de maths approfondie me semblait une bonne idée. Maintenant je pense qu'il faut revoir la copie, car les enseignants, les étudiants et les formations du supérieur soulèvent des problèmes. Plus que d'augmenter le volume horaire du tronc commun sciences, je propose de passer de deux à trois spécialités en terminale.

Depuis la réforme, les élèves sont nombreux à délaissier les mathématiques, surtout les filles.

En choisissant la biologie et la physique-chimie, elles se ferment des portes et se voient reprocher un manque de connaissances en maths dans le supérieur. Même pour des formations orientées sciences expérimentales (entre autres la biologie et la physique, ndr), on cherche des élèves ayant fait mathématiques. Il existe bien une option «mathématiques complémentaires» [en plus des deux spécialités en terminale, il est possible de choisir une option parmi trois matières], mais on n'est pas du tout sur le même niveau d'approfondissement que la spécialité.

Enfin, je dirais qu'il faut donner plus de temps aux profs. Le temps de préparer leurs cours, le temps de s'imprégner du programme.

Avant la réforme, les terminales S complétaient presque un moitié de filles, qui faisaient des mathématiques à un niveau intensif. En 2021, selon les dernières données disponibles, elles n'étaient plus que 38,6%. Comment expliquer cette baisse fulgurante ?

Sans prétendre avoir une réponse complète, je pense que le choix de délaissier les mathématiques est lié à des stéréotypes de genre. Les filles vont se rabattre vers quelque chose de sûr, un domaine où elles ont confiance. Si l'on suit

ce raisonnement et que l'on reprend l'exemple du choix des spécialités en terminale, on peut considérer qu'elles vont laisser tomber la matière la plus compétitive, donc les maths. En conséquence, elles laissent aux garçons l'opportunité de faire carrière dans les sciences dures. Il faut lutter activement contre ces clichés, en allant à la recherche de ces jeunes femmes. Leur dire: l'informaticien, c'est aussi fait pour vous.

Professeurs comme élèves se plaignent du niveau très exigeant de la nouvelle spécialité en mathématiques. La réforme n'a-t-elle pas favorisé une vision élitiste de cette matière ?

Aujourd'hui, dans l'enseignement scientifique du tronc commun, c'est comme s'il n'y avait rien en maths dans la pratique. Et à côté, on a effectivement une spécialité difficile en mathématiques.

C'est un peu le choix du tout ou rien. La question de l'option d'un niveau intermédiaire en première et terminale reste posée, notamment pour ceux qui étaient en filière ES dans l'ancienne formule et ne retrouvent pas un programme similaire.

Doit-on craindre une pénurie d'ingénieurs dans les années à venir ?

La tension est déjà présente. Nous ne formons pas assez d'ingénieurs. Or, le monde aura de plus en plus besoin de compétences scientifiques si l'on veut mener à bien une transition écologique. Des personnes qui travaillent dans le secteur de l'agriculture, du bâtiment, mais aussi des experts de la mobilité douce...

Le ministre de l'Éducation nationale vous avait confié l'élaboration d'un rapport sur l'enseignement des mathématiques (dans le premier comme dans le second degré), que vous lui avez remis en février 2018. Aujourd'hui, où en est-on ?

Avec Charles Torossian, inspecteur général de l'éducation nationale, nous avions proposé vingt et une mesures pour améliorer l'apprentissage des mathématiques. Dix-neuf autres-elles sont actuellement mises en œuvre. Le ministre suit nos recommandations, bien que leur mise en place soit plus longue que prévu. C'est frustrant mais on va dans la bonne direction, par exemple avec la création de laboratoires de maths [lieux d'échange de pratiques entre les enseignants de mathématiques et ceux d'autres disciplines, ndr].

Maintenant, je pense qu'on doit aussi revaloriser le métier d'enseignant, notamment en majorant les

salaires. Il y a un vrai problème de recrutement

maîtres, surtout en maths. Cela s'explique par le fait que la concurrence est rude. D'autres carrières plus valorisées, dans l'algorithmique par exemple, attirent les étudiants en mathématiques. C'est ce que montre notamment le dernier rapport du Sénat, déposé par Gérard Lorgnot.

Lauréat de la médaille Fields en 2010, quels souvenirs gardez-vous de vos cours de mathématiques à l'école ?

Je pense à mon professeur de quatrième, qui m'a appris ce qu'était une démonstration. Celui de troisième, qui m'a transmis la vraie passion pour les mathématiques. Celui de seconde, qui m'a fait comprendre que le raisonnement est finalement aussi important que le résultat... Finalement, sans ces enseignants, je n'aurais pas fait ma carrière scientifique.

Recueilli par
LUCIE BEAUGE

C'est un scandale qui ne scandalise personne: les élèves français sont parmi les plus mauvais au monde en mathématiques. La France a dégringolé dans les différents classements mondiaux d'évaluation, jusqu'à être définie comme dernière d'Europe, et avant-dernière des pays de l'OCDE, juste avant le Chili. On peut donc tout encore plus bas l'année prochaine. Rappelons que, dans les années 90, la France figurait parmi les premiers pays au monde dans l'évaluation des performances mathématiques des élèves. Alors, à qui la faute? Certainement pas uniquement au ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, héritier d'une situation qui perdure depuis des années. Mais la solution qu'il a trouvée, une sorte de bac à la carte, a effacé les mathématiques du tronc commun des matières obligatoires. Depuis 2019, la prestigieuse discipline, non obligatoire à partir de la première, ne peut être suivie que comme spécialité, et cela effraie considérablement les lycéens, sans doute avec raison. Effet pervers, ce sont les lycéennes qui ont déserté en plus grand nombre, effaçant des années d'efforts de parité dans les filières scientifiques. Trois ans après, le ministre a laissé entendre cette semaine, au détour d'une interview, qu'il faudrait «probablement» faire revenir davantage de mathématiques dans le tronc commun des classes de première et de terminale. Drôle de choix d'adverbe pour un sujet aussi précis. Quelle est cette probabilité, Monsieur le ministre? Difficile à dire puisque ce retour triomphant des maths est conditionné par d'autres décisions: s'attaquer à l'insatisfaction des enseignants de cette discipline, apprendre des méthodes moins revêches des pays en tête des classements, former les professeurs généralistes, et sans doute se scandaliser davantage de cette déchéance nationale que des maux supposés de la philosophie française, qui elle se porte très bien. ◀